

**Assemblée générale**

Cinquante-septième session

Documents officiels

Distr. générale  
18 novembre 2004  
Français  
Original: russe

---

**Commission des questions politiques spéciales  
et de la décolonisation (Quatrième Commission)****Compte rendu analytique de la 2<sup>e</sup> séance**

Tenue au Siège, à New York, le lundi 30 septembre 2002, à 15 heures

*Président :* M. Maitland . . . . . (Afrique du Sud)  
*puis :* M. Al-Otaibi (Vice-Président). . . . . (Koweït)

**Sommaire**

Point 19 de l'ordre du jour : Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (territoires non couverts au titre d'un autre point de l'ordre du jour)

Point 80 de l'ordre du jour : Renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies\*

Point 81 de l'ordre du jour : Activités économiques et autres préjudiciables aux intérêts des peuples des territoires non autonomes\*

Point 82 de l'ordre du jour : Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies\*

Point 12 de l'ordre du jour : Rapport du Conseil économique et social \*

Point 83 de l'ordre du jour: Moyens d'étude et de formation offerts par les États Membres aux habitants des territoires non autonomes\*

Demandes d'auditions

---

\* Points que la Commission a décidé d'examiner ensemble.

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication du document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels (bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza) et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.



*La séance est ouverte à 15 h 10.*

**Point 19 de l'ordre du jour : Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (territoires non couverts au titre d'un autre point de l'ordre du jour)** (A/57/23 (Part II) (chap. V, VI, et IX à XI) et Add.1, A/57/23 (Part III) (chap. XIII, sect. B et D à H) et A/57/206)

**Point 80 de l'ordre du jour : Renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies** (A/57/23 (Part II) (chap. VIII), A/57/23 (Part III) (chap. XIII, sect. A) et A/57/74)

**Point 81 de l'ordre du jour : Activités économiques et autres préjudiciables aux intérêts des peuples des territoires non autonomes** [A/57/23 (Part II) (chap. V et VI) et A/57/23 (Part III) (chap. XIII, sect. B et H)]

**Point 82 de l'ordre du jour : Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies** (A/57/23 (Part II) (chap. VII), A/57/23 (Part III) (chap. XIII, sect. C) et A/57/73)

**Point 12 de l'ordre du jour : Rapport du Conseil économique et social** (A/57/3\* (chap. VII, sect. D); A/C.4/57/CRP.1\*)

**Point 83 de l'ordre du jour : Moyens d'étude et de formation offerts par les États Membres aux habitants des territoires non autonomes** (A/57/90 et Add.1)

1. **Le Président** félicite de son admission à l'Organisation des Nations Unies le Timor-Leste, inscrit à l'ordre du jour de la Commission pendant de nombreuses années en tant que territoire non autonome du Timor oriental, et présente ses meilleurs vœux au Gouvernement et au peuple timorais. La Commission peut être fière de son travail. Le Président propose, s'il n'y a pas d'objections, d'approuver l'ordre du jour de la séance.

2. *L'ordre du jour est adopté.*

3. **Le Président** dit que c'est grâce aux efforts inlassables de l'Organisation des Nations Unies que la population du monde est désormais libérée de la domination coloniale. Le mérite en revient pour une bonne part au Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la

Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, qui a envoyé des missions dans les territoires non autonomes, analysé attentivement les renseignements communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies, entendu des pétitionnaires et accompli d'autres tâches en faveur des peuples coloniaux. C'est ce qui a permis aux populations des territoires non autonomes d'exercer leur droit à l'autodétermination et, s'ils le souhaitent, d'accéder à l'indépendance.

4. **M. Mekdad** (République arabe syrienne, Rapporteur du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux) présente le rapport du Comité spécial sur ses travaux de 2002 (A/57/23). Pendant la période considérée, le Comité a poursuivi ses activités relevant du programme d'action de la deuxième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme, s'attachant toujours à suivre les événements politiques, économiques et sociaux dans les territoires non autonomes, tâche qui lui était sensiblement facilitée par la participation à ses travaux de représentants de ces territoires et d'organisations non gouvernementales, ainsi que d'experts. Le Comité spécial souligne dans son rapport l'importance qu'il attache à la coopération avec les puissances administrantes, notamment à la très satisfaisante coopération poursuivie avec la Nouvelle-Zélande. Les réunions tenues à New York en 2001 et 2002 avec des représentants de la Nouvelle-Zélande et des Tokélaou sur la décolonisation de ces dernières ont été particulièrement fructueuses. Lorsque le Comité a examiné la question de la Nouvelle-Calédonie, la France a participé à ses travaux. Les délégations du Royaume-Uni et des États-Unis ont poursuivi leurs consultations officieuses avec le Comité. En 2003, ce dernier compte se concerter activement avec les puissances administrantes, afin d'entamer éventuellement l'élaboration de programmes de travail sur les territoires qu'elles administrent. Le Comité attend encore, à cet égard, les réponses des puissances qui administrent les Samoa américaines et Pitcairn.

5. À défaut de missions de visite dans les territoires non autonomes, qui auraient permis au Comité spécial des contacts directs avec les populations de ces territoires, les séminaires régionaux qu'il a organisés tour à tour dans la région des Caraïbes et celle du Pacifique lui ont donné la précieuse possibilité

d'obtenir des informations de première main sur la situation dans les territoires. En mai 2002, un tel séminaire régional tenu à Fidji (voir A/57/23 (Part I), chap. II, annexe) a été très fructueux, donnant lieu à des débats ouverts et constructifs.

6. M. Mekdad signale les recommandations avancées par le Comité spécial à sa session de 2002 (A/57/23 (Part III), chap. XIII). Le rapport retrace par ailleurs l'examen par le Comité des questions des îles Falkland (Malvinas), de Gibraltar et du Sahara occidental, et la décision prise le 21 juin 2001 relativement à Porto Rico. En conclusion, M. Mekdad se dit convaincu que les progrès sont possibles s'agissant d'éliminer le colonialisme pour autant que toutes les parties manifestent la volonté politique nécessaire et travaillent dans un esprit constructif. Le Comité spécial compte que la Quatrième Commission accueillera favorablement les projets de résolution qu'il présente dans son rapport.

7. **M. Huntley** (Sainte-Lucie, Président du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux) rappelle qu'il a pris la parole en juillet 2002 devant le Conseil économique et social, qui a ensuite adopté la résolution sur l'application de la Déclaration par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies. Le séminaire organisé dans la région du Pacifique en mai 2002 a permis au Comité spécial de s'informer des besoins concrets des territoires non autonomes, et de faire connaître ses propres travaux aux participants. Il est clair que les vues des territoires non autonomes doivent être intégralement prises en compte à l'avenir pour l'élaboration de tout programme de travail concernant la décolonisation. Il a été souligné à maintes reprises que pour s'acquitter efficacement de son mandat, le Comité a besoin de la coopération des puissances administrantes. Lors du séminaire de la région du Pacifique, M. Huntley dit aux représentants des territoires non autonomes que le Comité était leur ami, mais que cela ne signifiait nullement qu'il soit l'ennemi des puissances administrantes. Bien au contraire, elles doivent voir en lui un partenaire prêt à les aider à appliquer les résolutions de l'Organisation les appelant à mettre fin au statut colonial des territoires non autonomes.

8. En 2002, les membres du Comité spécial ont été invités officiellement par le Gouvernement néo-

zélandais et la population des Tokélaou à se rendre dans ces dernières. La mission qui s'est rendue du 12 au 24 août au Samoa, dans les Tokélaou et en Nouvelle-Zélande était placée sous la direction de M. Huntley. Ce dernier engage vivement les autres puissances administrantes à répondre favorablement lorsque le Comité spécial demande à envoyer une mission de visite, qui loin d'être un voyage d'agrément, est une mission de travail. Pour ne pas retarder le travail de la Quatrième Commission, M. Huntley propose d'examiner le rapport de la mission envoyée dans les Tokélaou sous sa forme provisoire en anglais, le document officiel devant paraître dans les six langues officielles à la fin d'octobre.

9. Les membres de la mission ont passé une journée de leur séjour dans les Tokélaou dans chacun des atolls. Ils ont rencontré officiellement les *faipule* (représentants des atolls) et les conseils d'anciens, se sont entretenus avec d'autres habitants des atolls, ont visité des écoles, des hôpitaux et des stations de radio. En outre, ils ont assisté à une session extraordinaire du *Fono* général (Assemblée nationale) présidée par l'*Ulu* (Chef suprême des Tokélaou). Au Samoa, les membres de la mission ont rencontré le Premier Ministre, ainsi que les représentants d'entités des Nations Unies et d'organisations régionales auxquelles participent les Tokélaou. En Nouvelle-Zélande, ils ont eu des entretiens particulièrement utiles avec des représentants du Ministère des affaires étrangères et du commerce et de nombreuses personnes originaires des Tokélaou, participant en outre à une table ronde consacrée aux difficultés que connaissent les petits territoires insulaires.

10. De ce qu'ils avaient vu et entendu, les membres de la mission ont conclu que les Tokélaou et la Nouvelle-Zélande ont des relations étroites et utiles, et s'acheminent de manière stable vers une autonomie accrue du territoire. Pour trouver des solutions aux problèmes qu'ils connaissent, les habitants des Tokélaou comptent sur l'appui de la Puissance administrante. Les membres de la mission sont d'avis que les réunions entre les Tokélaou et la Nouvelle-Zélande prévues pour novembre 2002 feront beaucoup pour permettre d'éclaircir des questions en suspens comme l'aide économique et administrative au territoire, la sécurité et la défense, la participation aux affaires régionales et internationales et le processus de décolonisation. Il est indispensable en la matière de

faire mieux connaître aux habitants des Tokélaou les différentes variantes de l'autonomie (indépendance, libre association ou intégration). Il est donc recommandé aux Tokélaou et à la Nouvelle-Zélande d'envisager d'élaborer un programme d'éducation en ce sens, et de faire étudier sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies ces différentes options et leurs répercussions pour le territoire.

11. Les membres de la mission expriment leur reconnaissance aux représentants du territoire et à la Puissance administrante. Ils espèrent que cet exemple de coopération constructive incitera les autres puissances administrantes à participer plus activement aux travaux du Comité spécial. Il est indispensable que toute initiative concernant la décolonisation fasse appel à la participation de représentants du territoire en cause. Le Comité spécial compte fermement concourir à aider les peuples des derniers territoires non autonomes à exercer leur droit à disposer d'eux-mêmes. Mais on ne saurait se contenter d'adopter chaque année des résolutions ou de participer à des séminaires. Il faut que le Comité spécial intervienne activement pour soutenir le processus de décolonisation par un programme de travail visant des territoires précis et d'autres activités concernant l'ensemble des territoires. Les puissances administrantes et les autres parties intéressées ne doivent pas y voir une ingérence du Comité. En conclusion, M. Huntley appelle instamment les membres de la Quatrième Commission à accueillir favorablement les recommandations du Comité spécial à l'Assemblée générale.

12. **Le Président** note que l'orateur précédent a demandé que le rapport sur la mission aux Tokélaou soit examiné en tant que document de séance, étant entendu qu'il serait publié par la suite comme document officiel. S'il n'y a pas d'objection, il propose d'accéder à cette demande.

13. *Il en est ainsi décidé.*

14. **M. Ononye** (Nigéria) souligne que l'accession à l'indépendance des territoires non autonomes reste un des grands objectifs de la communauté internationale. Il importe que l'Organisation des Nations Unies définisse rapidement les moyens d'y parvenir. Le Nigéria appelle à ce propos les puissances administrantes à plus se préoccuper de satisfaire les aspirations légitimes des peuples qui restent sous administration coloniale. Il est fermement attaché aussi

à la mise en œuvre de la résolution 56/67 de l'Assemblée générale et appuie résolument toutes les mesures par lesquelles l'Organisation cherche à faire accéder rapidement à l'indépendance les territoires non autonomes. S'agissant du Sahara occidental, le Nigéria réitère son soutien au processus de référendum placé sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies et de l'Union africaine. À son avis, le plan de règlement préconisé par l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine, sur lequel est fondée la participation nigérienne à la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), est la seule garantie pour le peuple du Sahara occidental de pouvoir exercer son droit à disposer de lui-même : c'est pourquoi le Nigéria soutient la résolution 1429 (2002) du Conseil de sécurité. Il est favorable aussi aux diverses mesures par lesquelles l'Organisation cherche à améliorer la situation socioéconomique des populations des territoires non autonomes, à la diffusion d'informations sur la décolonisation et à l'octroi de bourses de perfectionnement aux ressortissants de ces territoires.

15. **M. Nacerodien** (Afrique du Sud) et sa délégation sont satisfaits du rapport du Comité spécial et de ses travaux pour 2002. L'événement marquant de la session en cours de l'Assemblée générale est l'entrée de Timor-Leste à l'Organisation des Nations Unies. La communauté internationale et l'Organisation ont joué un rôle de premier plan pour que ce pays devienne un État. Il est regrettable que la session soit assombrie par la situation au Moyen Orient, où se poursuit un conflit meurtrier. La communauté internationale ne peut que reconnaître qu'elle a des obligations qui ne sont pas que morales vis-à-vis des victimes entièrement innocentes de la violence. La délégation sud-africaine appelle à mettre en œuvre intégralement les différentes résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité sur la question, notamment en ce qui concerne l'exercice par le peuple palestinien de son droit à disposer de lui-même et la fin de l'occupation militaire.

16. Par ailleurs, la délégation sud-africaine reste profondément préoccupée par les retards qui continuent à se produire pour l'application intégrale des accords conclus entre les parties intéressées au sujet du Sahara occidental. Malgré les efforts de la communauté internationale et les appels répétés de l'Assemblée générale, le processus de décolonisation de ce dernier territoire non autonome d'Afrique n'est toujours pas

achevé. Malgré les difficultés notables qu'il a fallu surmonter au cours de ce processus, il a permis d'obtenir des progrès sensibles, dont le plus important est l'achèvement de l'identification des participants au prochain référendum. La délégation sud-africaine salue à cet égard les efforts déployés par le Secrétaire général et son Envoyé spécial James Baker pour éliminer les causes des retards mis à réaliser le plan de règlement. Le temps est venu de procéder finalement à ce référendum, préparé si soigneusement par la MINURSO. La délégation sud-africaine appelle les parties à poursuivre leur travail pour surmonter les difficultés qui continuent à empêcher la tenue du référendum, et à respecter les accords conclus afin que les Sahraouis puissent exprimer dans un venir proche leur volonté dans un scrutin libre et régulier. Le plan de règlement reste celui qui a été approuvé par les deux parties et par la communauté internationale dans un document détaillé, qui fournit la base d'un règlement équitable et efficace du conflit du Sahara occidental.

17. L'Afrique du Sud engage tous les États Membres à soutenir activement la deuxième Décennie de l'élimination du colonialisme qui vient de commencer, et espère que toutes les délégations s'emploieront énergiquement pendant la session en cours à avancer vers l'élimination complète du colonialisme dans toutes ses formes et manifestations, comme prévu dans le plan d'action de la première Décennie. L'Afrique du Sud apporte comme précédemment son entier soutien à la réalisation des idéaux d'autodétermination et d'indépendance par l'intermédiaire de la Quatrième Commission.

18. **M. Kabtani** (Tunisie) salue ce qu'a accompli l'Organisation des Nations Unies pour l'application de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Le plus grand succès remporté à cet égard a été l'accession à la souveraineté nationale de plus de 100 pays du monde dans les années écoulées depuis lors. Pourtant, malgré les progrès accomplis dans les 10 dernières années, il reste encore beaucoup à faire, et à renforcer les réalisations obtenues par de nouveaux succès, qui ne pourront être obtenus que dans la recherche du consensus. Pour parachever le processus de décolonisation, il faut continuer à renforcer la coopération entre la Quatrième Commission et le Comité spécial. L'une des grandes tâches de ce dernier est de s'assurer des aspirations véritables des populations des territoires non autonomes. Il lui faut

chercher à mieux informer les populations de ces territoires de leurs droits et des variantes possibles de la décolonisation. Il est indispensable d'imprimer à cette dernière un nouvel élan, et M. Kabtani espère que la communauté internationale redoublera d'efforts pour manifester son attachement à la réalisation des tâches qui attendent le Comité à l'orée du nouveau millénaire.

19. **M. Musambachime** (Zambie) dit que la Zambie a toujours soutenu résolument le processus de décolonisation et la mise en œuvre de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Chacun sait combien la Zambie a aidé les pays d'Afrique australe dans leur lutte de libération, payant cette aide de vies humaines et de pertes économiques. La Zambie croit au triomphe du principe du droit inaliénable de tous les pays à l'indépendance et de celui de tous les peuples à disposer d'eux-mêmes, mais il reste encore beaucoup à faire à cet égard. Les succès de l'Organisation des Nations Unies et de la communauté internationale tout entière au Timor-Leste sont ternis par les échecs au Sahara occidental, l'orateur exprimant sa déception devant le manque de progrès vers le règlement de ce problème déjà ancien.

20. La question du Sahara occidental reste un problème de décolonisation, à considérer sous l'angle de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale. Depuis 1965, l'Assemblée générale a maintes fois demandé la décolonisation du Sahara occidental, et réaffirmé le droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance. La délégation zambienne reste convaincue que le plan de règlement proposé par l'Organisation des Nations Unies est la seule base qui permettra aux Sahraouis d'exercer ces droits. Il faut poursuivre l'action engagée pour la tenue du référendum, libre et régulier, prévu dans ce plan de règlement. Les Sahraouis doivent avoir la possibilité de choisir librement leur forme d'autodétermination, indépendance ou intégration à un autre État. Le droit à ce choix, donné au peuple du Timor oriental par l'Organisation des Nations Unies et la communauté internationale, doit être garanti aussi au peuple sahraoui.

21. **M. Gatilov** (Fédération de Russie) fait observer que l'une des tâches prioritaires de l'Organisation des Nations Unies est d'accroître l'efficacité des travaux du Comité de la décolonisation. La Fédération de Russie préconise à cet égard une démarche à trois volets. Premièrement, et c'est l'essentiel pour réussir, il faut rechercher le rendement concret, notamment en

élaborant des programmes ciblés pour les territoires non autonomes. Deuxièmement, il importe de renforcer dans l'activité de l'Organisation des Nations Unies concernant l'ensemble de la décolonisation les démarches pragmatiques, excluant l'intransigeance. Cela permettra d'instaurer un climat propice à la réalisation des objectifs fixés. Et enfin, il faut patiemment épauler la concertation du Comité spécial avec les puissances administrantes. La réalisation effective du droit des peuples des territoires non autonomes à disposer d'eux-mêmes, et l'indépendance, ne sont possibles que si l'on tient pleinement compte des réalités concrètes de leur développement politique et socioéconomique, de toute la diversité des formes possibles d'autodétermination sur la base du libre choix et du respect des droits de l'homme.

22. Pour **M. Requeijo Gual** (Cuba), le processus de décolonisation est l'une des grandes réalisations de l'Organisation des Nations Unies, avec ses succès et ses lacunes. Il est regrettable que ces dernières années les succès aient été minimes, et que la liste des territoires non autonomes n'ait presque pas changé. Pendant de nombreuses années, il n'y a pas eu de missions de visite inscrites au programme de travail du Comité de la décolonisation, alors qu'il est très important d'obtenir des renseignements de première main des habitants de ces territoires, qui sont nombreux à ne pas connaître les différentes formes possibles d'autonomie auxquelles ils ont droit. La délégation cubaine est très satisfaite de la mission accomplie par les membres du Comité aux Tokélaou, et note avec satisfaction la position de la Nouvelle-Zélande, qui a donné la possibilité de l'accomplir et de plus a mis en place sur les questions en cause une concertation ouverte fondée sur le respect mutuel.

23. La délégation cubaine estime que l'Organisation des Nations Unies doit continuer à s'efforcer de faire de la décolonisation un élément important de ses activités ordinaires. Il est indispensable de poursuivre les séminaires régionaux sur la décolonisation, tout en continuant à diffuser l'information, non seulement sur le site Web de la décolonisation, mais en utilisant judicieusement les médias des États Membres de l'Organisation et en soutenant la tenue de débats scientifiques.

24. Il faut que la communauté internationale offre aux habitants des territoires non autonomes de larges possibilités de bourses et de formation. Cuba, qui se félicite qu'une série de résolutions ait été adoptée à cet

égard, reconnaît le droit inaliénable du peuple portoricain à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale. Par ailleurs, Cuba est profondément préoccupé par la passivité manifestée pour ce qui est de régler la situation au Sahara occidental, ce qui fait obstacle à l'instauration d'une paix durable dans la région. La délégation cubaine réaffirme qu'elle soutient énergiquement le droit légitime de l'Argentine dans le différend sur la souveraineté concernant les îles Malvinas, et demande que reprennent activement la concertation et la coopération entre les parties, en vue d'un règlement équitable, pacifique et convenable de la question. Cuba engage la Puissance administrante de Guam à coopérer pleinement avec l'Organisation des Nations Unies, à respecter les droits inaliénables des habitants de ce territoire et à agir dans leur intérêt véritable.

25. **M. Mourão** (Brésil), prenant la parole au nom des pays membres du MERCOSUR ainsi que de la Bolivie et du Chili, pays associés, dit que son pays soutient le processus de consultations et d'entretiens entre les États intéressés en vue du règlement définitif des questions coloniales. Il incombe aux puissances administrantes de mettre en œuvre la coopération prévue à l'Article 73 de la Charte et de communiquer les renseignements voulus sur les territoires qu'elles administrent. L'indépendance du Timor oriental est un grand succès du Comité des Vingt-Quatre et de l'Organisation des Nations Unies dans le processus de décolonisation. La transformation politique de ce pays en État démocratique moderne manifeste le soutien entier de la communauté internationale et la maturité des dirigeants politiques timorais. La majorité des territoires non autonomes sont de petits territoires insulaires des Caraïbes et du Pacifique, dont la situation mérite une attention particulière. Il faudra faire en sorte de leur garantir un développement économique durable et de les préserver de phénomènes tels que les catastrophes naturelles, le trafic de drogues et le blanchiment d'argent.

26. M. Mourão relève avec satisfaction l'évolution favorable qu'ont connue Gibraltar, les Tokélaou et la Nouvelle-Calédonie. Il se félicite de la tenue du séminaire de Nadi (Fidji), et note l'importance des initiatives de ce type, qui permettent non seulement d'apprécier la situation qui prévaut dans les territoires non autonomes, mais aussi de faire participer la communauté internationale au processus de

décolonisation et de concourir au développement politique et socioéconomique de ces territoires. Il note que les pays membres du MERCOSUR, la Bolivie et le Chili souhaitent un règlement du différend sur la souveraineté entre l'Argentine et le Royaume-Uni concernant les Malvinas, la Géorgie du Sud et les îles Sandwich du Sud.

27. **M. Stagno Ugarte** (Costa Rica), prenant la parole au nom des pays membres du Groupe de Rio, réaffirme le soutien résolu du Groupe au processus de décolonisation. Les 40 années écoulées depuis l'adoption de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux ont vu l'Organisation des Nations Unies apporter un concours à l'élimination du colonialisme. L'accession à l'indépendance de la République démocratique du Timor-Leste en mai de l'année en cours manifeste l'attachement de l'Organisation à ce processus. La décolonisation du Timor oriental est un exemple marquant du rôle que l'Organisation se doit de jouer en la matière. Il incombe à la communauté internationale de continuer à soutenir les pays ayant accédé récemment à l'indépendance. Le fait que 16 territoires demeurent non autonomes prouve que le processus de décolonisation n'est pas achevé. Le Comité de la décolonisation ne se sera acquitté de son mandat que lorsque ces territoires auront été décolonisés conformément aux résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies. Le but essentiel du processus n'est pas de « rayer » ces territoires de la liste des territoires non autonomes, mais de mettre en œuvre intégralement et sans restrictions les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et les autres résolutions pertinentes de l'Assemblée générale.

28. Pour le Groupe de Rio, l'Argentine et le Royaume-Uni devraient reprendre les pourparlers pour parvenir le plus rapidement possible à un règlement pacifique, équitable et durable du différend sur la souveraineté concernant les Malvinas, la Géorgie du Sud et les îles Sandwich du Sud. S'agissant des petits territoires insulaires des Caraïbes et du Pacifique, le Groupe de Rio juge indispensable de continuer à faire le nécessaire pour en soutenir la croissance économique durable et équilibrée, et parachever le processus de décolonisation d'une manière conforme aux vœux de la population. La communauté internationale doit faciliter le règlement des problèmes

politiques, économiques, sociaux et économiques complexes qui se posent à ces territoires. Le Groupe de Rio réaffirme la nécessité de rechercher un règlement durable et acceptable pour les parties, qui garantisse au peuple sahraoui l'exercice de son droit à disposer de lui-même. Il appelle à nouveau tous les pays à coopérer de manière constructive pour éliminer le colonialisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations.

29. **M. Fadaifard** (Iran) espère qu'avec l'accession récente du Timor oriental à l'indépendance, les peuples des autres territoires non autonomes trouveront eux aussi dans un avenir proche le moyen d'exercer leur droit inaliénable à disposer d'eux-mêmes. La délégation iranienne juge indispensable que l'Organisation des Nations Unies redouble d'efforts pour mettre intégralement en œuvre le programme d'action de la deuxième Décennie de l'élimination du colonialisme, et pour définir des moyens concrets d'aboutir au règlement du cas des territoires qui restent non autonomes. Le Comité spécial devra préserver le rôle important qui lui est imparti et élaborer pour ces territoires des programmes bien ciblés.

30. L'essentiel, dans le déroulement en cours du processus de décolonisation, est de respecter les vœux des peuples des territoires non autonomes concernant leur droit à l'autodétermination, et de renforcer en l'améliorant la coopération avec les puissances administrantes en vue de la mise au point de programmes de travail visant les derniers territoires non autonomes. On a un bon exemple de coopération efficace dans la participation d'un représentant du Royaume-Uni aux séminaires de La Havane et de Nadi. Il est important aussi, pour le processus de décolonisation, d'informer les populations des territoires non autonomes de leur droit à disposer d'elles-mêmes, et d' étoffer les renseignements communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies. Un autre élément important du processus est l'envoi de missions de visite, qui permet de se faire une idée précise de la situation dans ces territoires, et de trouver de nouvelles voies pour l'exécution des mandats impartis. Il faut saluer à cet égard l'heureux exemple de coopération avec le Comité spécial donné par la Nouvelle-Zélande, car le déroulement de la mission aux Tokélaou, en août 2002, s'en est trouvé grandement facilité.

31. Il est préoccupant que des installations militaires soient situées dans les territoires non autonomes, et que

les puissances administrantes s'y livrent à des activités contraires aux droits et aux intérêts des populations de ces territoires, avec les répercussions que les activités militaires ont sur l'environnement, le développement économique et la santé des populations. La République islamique d'Iran soutient depuis longtemps l'action décolonisatrice de l'ONU, et, en sa qualité de membre du Comité spécial, est résolue à continuer de s'acquitter des obligations qui lui incombent à ce titre.

32. **M<sup>me</sup> Randrianarivony** (Madagascar) dit que l'Organisation des Nations Unies poursuit son œuvre de décolonisation, qui est au cœur même de ses valeurs et des principes inscrits dans la Déclaration du Millénaire. Nombre des États Membres de l'Organisation ont obtenu leur indépendance après que l'Assemblée générale a adopté en 1960 la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [résolution 1514 (XV)] et créé en 1961 le Comité spécial. Madagascar se félicite à cet égard que l'indépendance du Timor oriental ait été proclamée le 22 mai 2002, et rend hommage à tous les Timorais qui ont combattu sans relâche pour l'indépendance, saluant également l'entrée du Timor-Leste à l'Organisation des Nations Unies.

33. Partenaire le plus fiable de la décolonisation à l'ONU, le Comité spécial mérite la gratitude pour ce qu'il fait en vue d'arriver à une concertation constructive avec les puissances administrantes, en organisant chaque année pour examiner la mise en œuvre du programme de la deuxième Décennie de l'élimination du colonialisme, un séminaire régional, dont le dernier en date a été celui de Nadi en mai 2002. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est un droit fondamental dont aucun peuple ne saurait être privé. Malgré des progrès appréciables, il reste encore des territoires qui n'ont pas la possibilité d'exercer leur droit inaliénable à l'autodétermination. Madagascar soutient toutes les initiatives visant l'élargissement de l'aide économique aux territoires non autonomes, notamment aux petits territoires insulaires, qui sont particulièrement vulnérables.

34. En conclusion, **M<sup>me</sup> Randrianarivony** exprime l'espoir que les 16 territoires non autonomes accèderont bientôt à la souveraineté nationale conformément à la résolution relative à la Décennie internationale de l'élimination du colonialisme et à la Déclaration du Millénaire, où les dirigeants mondiaux ont réaffirmé leur volonté de ne rien épargner pour garantir l'égalité souveraine de tous les États, le

respect de leur intégrité territoriale et leur indépendance politique, et le droit des peuples se trouvant encore sous domination coloniale ou sous occupation étrangère à disposer d'eux-mêmes.

35. **M<sup>me</sup> Falzarano** (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), exerçant son droit de réponse aux observations formulées par le Brésil, le Costa Rica et Cuba à propos de la souveraineté sur les îles Falkland, dit que la position du Royaume-Uni est bien connue, et a été exposée dernièrement par son représentant dans l'exercice de son droit de réponse à la déclaration faite par le Ministre des affaires étrangères de l'Argentine lors du débat général, le 17 septembre 2002.

#### **Demandes d'audition**

36. **Le Président** dit avoir reçu 18 demandes d'audition sur la question de Gibraltar et sur celle du Sahara occidental (point 19 de l'ordre du jour), et propose à la Commission de diffuser ces demandes et d'en entendre les auteurs lors de séances à venir.

37. *Il en est ainsi décidé.*

38. **Le Président** annonce avoir reçu des communications du Premier Ministre de Gibraltar et du représentant du gouvernement des îles Vierges américaines, qui demandent à prendre la parole au sujet de Gibraltar et des petits territoires.

*La séance est levée à 16 h 50.*